



# **Le 18 septembre :**

## **Mobilisons-nous pour un budget de justice sociale**

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le Premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par notre organisation syndicale.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les actifs, les précaires, les retraités et les malades avec autant de mesures aussi brutales que profondément injustes.

**Parce qu'elle est au cœur de l'austérité budgétaire portée par le gouvernement, la fonction publique est une des principales cibles des mesures annoncées.**

Des plans sociaux qui ne disent pas leur nom sont déjà à l'œuvre dans la Fonction publique d'Etat, des réductions d'effectifs sont encore annoncées quand elles ne sont pas déguisées, le supplément familial de traitement est mis en cause, les missions qui exigent des déplacements ne peuvent plus être menées faute de financement, les femmes enceintes se voient appliquer sans distinction la baisse de 10 % de leur rémunération au titre du congé maladie ordinaire des arrêts maladie...

Plus que jamais, la revalorisation des rémunérations, l'amélioration des carrières, l'amélioration des conditions d'emploi et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables. D'autres chantiers sont à mener pour améliorer les conditions de travail et garantir les moyens indispensables à l'exercice des missions.

## **L'UNSa Justice appelle à une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025.**

Nous exigeons l'abandon du projet de budget présenté cet été et nous revendiquons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des créations d'emplois pour la réalisation de nos missions et améliorer les conditions de travail ;
- des mesures salariales générales et la revalorisation des grilles indiciaires ;
- des mesures instaurant enfin l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'abrogation de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés de maladie ;
- la garantie des droits des agents publics, au titre des politiques de protection et d'action sociales ;
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans ;
- une justice fiscale...

**Nous appelons l'ensemble des personnels à se mobiliser  
massivement pour changer la donne et gagner des avancées !**

**L'UNSa Justice**  
**l'action utile !**

Paris, le 11 septembre 2025

Le Secrétaire général,  
Jean-François FORGET